

AVIS D'APPEL PUBLIC A CONCURRENCE - MAPA

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Commune de BRIGNOLES – Direction Commande Publique - Annexe municipale - 19 Rue Lice de Signon courriel : achats.publics@brignoles.fr – Tél 04.94.86.22.17/Fax 04.94.59.16.93

Objet du marché : Réaménagement des locaux associatifs – Maison méditerranéenne de l'estampe.

Type de marché : Marché de travaux.

Mode de passation : Marché à procédure adaptée ouvert (art 28 du Code des Marchés Publics)

CPV N° 45262700-8

Code NUTS : FR825

Caractéristiques du marché : Marché à lots. Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

- Lot n° 1 : Démolition/VRD/Gros œuvre (code CPV : 4511100-8) - Maçonnerie (code CPV: 45262522-6) – Carrelage (code CPV : 45431000-7) – Ferronnerie métallerie (code CPV : 44316510-6)

- Lot n° 2 : Electricité (courants forts – courants faibles) (code CPV : 71314100-3)

- Lot n° 3 : Plomberie/Sanitaire (code CPV : 45330000-9)

- Lot n° 4 : Menuiserie Bois/Vitrierie (code CPV: 45421150-0)

- Lot n° 5 : Peinture (code CPV: 45442100-8) - Faux Plafonds (code CPV : 45421146-9)

Les travaux consistent à réaménager des locaux en vue d'y installer la maison méditerranéenne de l'estampe. Il s'agit d'un bâtiment de type L de catégorie 5. Le bâtiment se situe Rue des Rhodes à Brignoles.

Variantes : Autorisées uniquement pour le lot n° 01

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : Oui

Durée prévisionnelle du marché ou délai d'exécution : 8 semaines.

Modalités essentielles de financement : Fonds propres.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaires du marché : marché conclu avec un prestataire unique ou avec des prestataires groupés solidaires.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : Français

Unité monétaire utilisée : L'euro

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat : Articles 43 à 45 du Code des Marchés Publics

Justifications à produire quant à la situation juridique

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (imprimé Cerfa DC1) ou, à défaut d'utiliser l'imprimé DC1, : Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant : Le nom et l'adresse du candidat ; éventuellement le numéro et la nature du (des) lot(s) concerné(s) ; si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire ; document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.
- Déclaration du candidat (imprimé Cerfa DC2)
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur du candidat concernant les interdictions de soumissionner visées à l'article 43 du CMP (si imprimé Cerfa DC2 n'est pas produit)
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail. (si DC2 non produit)
- Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières

Justifications à produire quant à la capacité économique et financière

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

Justifications à produire concernant les références professionnelles et la capacité technique

Liste des principaux travaux objet du marché, réalisés au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Attestations du destinataire prouvant les travaux ou, à défaut, déclaration de l'opérateur économique (certificats de capacité)

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés, énoncés ci-après :

- Prix : 40% - Valeur technique : 30% - Délai d'exécution : 30%

Date limite de réception des offres : Le Vendredi 12 Août 2011 à 16 Heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels :

Le dossier de consultation peut être demandé par écrit (courrier, télécopieur, courriel) ou retiré gratuitement auprès de la Direction Commande Publique à l'adresse indiquée ci-dessus. Il est téléchargeable gratuitement sur le site : <https://www.marches-securises.fr>

Conditions de remise des offres :

Le dossier devra être remis sur support papier et contenu dans une enveloppe portant la mention « Réaménagement des locaux associatifs – Maison méditerranéenne de l'estampe - Numéro du ou des lots - « Ne pas ouvrir ». Ces offres seront remises contre récépissé ou envoyées en recommandé, à la Direction Commande Publique, à l'adresse postale indiquée ci-dessus. La transmission des offres par voie électronique n'est pas autorisée.

Adresse auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus :

Ordre administratif : Direction Commande Publique – Annexe Mairie – 19 Rue Lice de Signon 83170 Brignoles. Tél : 04 94 86 22 17
– Fax : 04 94 59 16 93 Email : achats.publics@brignoles.fr

Ordre technique : Centre technique municipal – 13 Avenue des Martyrs de la résistance – 83170 Brignoles - Correspondant : Madame Carole OLIBE – Tél : 04 94 37 32 64

Visite sur site : Chaque candidat devra obligatoirement s'être rendu sur les sites des travaux, préalablement à la remise des offres, afin de reconnaître les lieux. Pour ce faire, un rendez-vous devra être pris auprès des services Techniques au 04 94 37 02 30. Un certificat de visite des sites sera établi et remis au candidat qui devra le joindre à son offre.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif 5 rue Jean Racine 83000 TOULON

Introduction des recours éventuels :

- Référé précontractuel (jusqu'à la signature du marché) : Article L551-1 du code de justice administrative.
- Recours pour excès de pouvoir (2 mois à compter des décisions de rejet): Art R 421-1 du code de justice administrative.
- Recours en appréciation de la validité d'un contrat (à compter de la signature du contrat).
- Recours contractuel : Article L551-13 et suivants du code de justice administrative.

Date d'envoi à la publication : Le 20/07/2011